7 mars 2016 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Interview de M. François Hollande, Président de la République, sur le sommet entre l'Union européenne et la Turquie consacré aux réfugiés syriens, à Bruxelles le 7 mars 2016.

JOURNALISTE : Monsieur Le Président, qu'attendez-vous de la Turquie aujourd'hui précisément et concrètement?
LE PRESIDENT :
D'abord face à ce qu'on appelle la crise des réfugiés, la réponse doit être européenne. Nous devons donc avec la Turquie -c'est le sens de cette réunion d'aujourd'hui- avoir une relation directe, franche et efficace. Cette coopération avec la Turquie veut dire qu'il doit y avoir une aide apportée par l'Europe, parce que la Turquie accueille deux millions cinq cent mille réfugiés. Il faut qu'il y ait aussi des engagements de la Turquie par rapport à la lutte contre les passeurs. Et cela suppose aussi que la Turquie puisse avoir des conditions de réadmission, c'est-à-dire reprendre un certain nombre de migrants qui sont partis de Turquie et sont allés vers l'Europe.
Mais l'Europe doit également s'engager à un programme de réinstallation. C'est-à-dire pour faire en sorte que des Syriens réfugiés puissent être accueillis en Europe. La France a pris des engagements, je les rappelle, 30 000 et nous commençons à les mettre en uvre.
Mais il doit y avoir aussi une sécurité sur la frontière entre la Turquie et la Grèce, c'est-à-dire sur la mer Egée. C'est pour cela qu'il y a aussi des bateaux de l'OTAN qui y sont en ce moment même, pour éviter qu'il y ait des mouvements -qui peuvent être dangereux d'ailleurs pour les réfugiés eux-mêmes.
Et puis il y a l'aide que l'on doit prodiguer à la Grèce. Cette réunion n'est pas simplement sur la Turquie. Elle est sur l'ensemble de la politique en matière de réfugiés, et notamment l'aide qu'il faut apporter à la Grèce. Car c'est la Grèce qui aujourd'hui est notre frontière extérieure et accueille des réfugiés.
JOURNALISTE : La Commission propose de déplacer les Syriens en Grèce pour les amener en Turquie. Seriez-vous d'accord avec cette proposition ?
LE PRESIDENT :
Je pense effectivement qu'il y a des réinstallations de Syriens qu'il faut prévoir de Turquie, et faire en sorte que ce soit de Turquie que l'on puisse permettre l'accueil de ces réfugiés syriens dans les pays qui en ont pris l'engagement et, cela vaut pour la France.
Ensuite qu'il y ait des retours des non-Syriens, oui, c'est nécessaire, puisque ce sont des migrants qui n'avaient pas vocation à être en Europe. Après nous discuterons de savoir comment on peut faire avec les Syriens. Parce que s'ils sont en Grèce, mieux vaut les réinstaller de Grèce.
JOURNALISTE : Faut-il fermer la route des Balkans au Nord de manière concertée ?
LE PRESIDENT :
C'est effectivement ce qui aujourd'hui est le cas. Cette route est fermée. Cela veut dire que c'est la Grèce qui va prendre l'essentiel des réfugiés qui arriveraient. Et nous devons aider la Grèce. Et pour éviter qu'il y ait des réfugiés qui arrivent en Grèce il faut coopérer avec la Turquie. Donc le plan il est, si je puis dire, simple à énoncer, difficile à mettre en uvre : c'est la sécurité des frontières extérieures, c'est la coopération avec la Turquie, et c'est la solidarité avec la Grèce. Et c'est ce que la France va défendre comme position.
JOURNALISTE : Comment réagissez-vous face aux atteintes très graves aux droits de l'Homme de ces derniers jours en Turquie?
LE PRESIDENT :
Une coopération avec la Turquie ne veut pas dire qu'on accepte tout de la Turquie. Et nous devrons notamment être d'une extrême vigilance -et je le suis- par rapport à certaines mesures qui ont été prises, notamment par rapport à la presse. La presse, elle doit être libre partout, et notamment en Turquie.